

**Accord-cadre mono attributaire  
Procédure d'appel d'offres ouvert  
(art. R2124-2 1° du Code de la Commande publique)**

**N°2024-63**

---

**Prestations de missions intérimaires**

---

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES**

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

<b>1. Le contexte</b>	<b>3</b>
<b>2. Objet</b>	<b>3</b>
<b>3. Non allotissement</b>	<b>3</b>
<b>4. Forme et étendue du marché</b>	<b>3</b>
<b>5. Durée</b>	<b>3</b>
<b>6. Pièces contractuelles</b>	<b>4</b>
<b>7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents</b>	<b>4</b>
<b>8. Emission des bons de commande</b>	<b>5</b>
<b>9. Modifications</b>	<b>5</b>
<b>10. Sous-traitance</b>	<b>5</b>
<b>11. Unité monétaire</b>	<b>6</b>
<b>12. Conditions financières</b>	<b>6</b>
12.1 Prix	6
12.2 Révision annuelle	6
12.3 Révision hors périodicité annuelle	7
12.4 Délai global de paiement	7
12.5 Modalités de paiement	7
12.6 Facturation	8
12.7 Réfaction	8
<b>13. Cession ou nantissement de créance</b>	<b>8</b>
<b>14. Assurances</b>	<b>9</b>
<b>15. Pénalités de retard</b>	<b>9</b>
<b>16. Litiges</b>	<b>9</b>
<b>17. Exécution aux frais et risques du titulaire</b>	<b>9</b>
<b>18. Résiliation de l'accord-cadre</b>	<b>10</b>
<b>19. Décompte de résiliation</b>	<b>10</b>
<b>20. Passation entre ancien et nouveau titulaire</b>	<b>10</b>
<b>21. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat</b>	<b>10</b>
21.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité	10
21.2 Conformité RGAA	11
21.3 Conformité RGI	12
<b>22. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale</b>	<b>12</b>
<b>23. Confidentialité</b>	<b>13</b>
<b>24. Attribution de juridiction</b>	<b>13</b>
<b>25. Dérogations aux CCAG-FCS</b>	<b>14</b>

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

## **1. Le contexte**

L'établissement public national à caractère administratif Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture et des Sports, est un opérateur public, prestataire de services destinés à l'ensemble des acteurs de la filière cheval, à la demande de l'Etat, des organisations socioprofessionnelles et des collectivités locales.

L'établissement est implanté sur l'ensemble du territoire national avec un siège social à Saumur (49), de bureaux administratifs à Pompadour (19) et une vingtaine de sites répartis dans chacune des régions en France métropolitaine.

## **2. Objet**

L'appel d'offres concerne la réalisation de prestations de missions intérimaires au bénéfice de l'établissement public national à caractère administratif l'Institut Français du Cheval et de l'Equitation. Ces besoins sont principalement au sein de la Direction du SIRE (19), sur le site de SAUMUR (49) et plus exceptionnellement sur d'autres implantations de l'IFCE sur le territoire Français.

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, selon les dispositions des art. art. R2124-1, R2124-2, R2162-1 à R2162-14 du Code de la Commande publique, sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire conformément aux art. R2162-1 à R2162-12 du Code de la Commande Publique.

## **3. Non allotissement**

Dans le respect des dispositions des articles L2113-10 et L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du CCP, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement pour les motifs suivants.

Au regard des caractéristiques des prestations attendues, et eu égard notamment à l'indissociabilité de ces dernières qui concourent à la réalisation d'un même objet, l'IFCE doit avoir un seul et unique interlocuteur, la dévolution en lots rendrait difficile le pilotage et l'exécution des prestations.

## **4. Forme et étendue du marché**

Ce marché est un accord-cadre à bons de commande au sens des articles L2125-1 et R2162-1 à R2162-6 du Code de la commande publique

Il est conclu sans volume minimum et avec un volume maximum de 200.000 heures sur la durée du marché, reconductions comprises.

## **5. Durée**

Le présent marché est conclu pour une durée de douze mois (12) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Il sera ensuite renouvelable à compter de la date anniversaire trois fois, pour une période d'un an et par reconduction expresse, sa durée totale étant de quatre ans. La reconduction doit être notifiée au plus tard dans le mois avant la fin de la période d'un an.

Les bons de commande ne peuvent être conclus que pendant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée est définie, la fin d'exécution ne pouvant pas être supérieure à six mois après l'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de la non-prorogation du marché.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre n'est pas reconduit, les bons de commande conclus antérieurement s'exécutent jusqu'à leur terme.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la propriété intellectuelle et à la confidentialité.

## **6. Pièces contractuelles**

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2-1 du Code de la Commande Publique et est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement souscrit par le cocontractant attributaire du marché et ses annexes éventuelles ;
2. Les précisions ou réserves formulées par la personne publique lors de la notification ou l'acceptation de l'offre, acceptées ou levées par le titulaire ;
3. Le règlement de la consultation ;
4. Le présent cahier des clauses administratives particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
5. Le cahier des clauses techniques particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
6. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
7. L'offre technique et financière du titulaire ;
8. Les bons de commande.

En cas de contradictions entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans les documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

## **7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents**

La correspondance contractuelle et juridique ainsi que les factures doivent être rédigées en langue française.

## 8. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur durée d'exécution ne peut être supérieure à un an et ne peut excéder une période de plus de six mois après la date d'échéance du contrat.

La transmission du contrat d'intérim signé vaut notification de la commande et engagement de l'IFCE.

Le formalisme des commandes pourra évoluer avec le système d'information ; elles seront communiquées au titulaire par l'IFCE au moins deux mois avant la prise d'effet.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande pour signaler à l'IFCE toute anomalie (erreur matérielle) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations. A défaut, le titulaire ne peut invoquer l'erreur pour se dégager de sa responsabilité.

L'IFCE se réserve le droit de résilier par écrit sa commande, notamment en cas de défaillance constatée lors de son exécution.

L'IFCE peut accorder la prolongation des délais d'exécution au titulaire du marché. Les candidats doivent s'engager sur les délais et conditions de réalisation de leurs prestations.

## 9. Modifications

Outre les cas prévus aux articles R2194-6 et R2194-7, l'IFCE se réserve la possibilité, conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande publique, de modifier le accord-cadre initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui sont devenues nécessaires :

- à la double condition qu'un changement de titulaire soit :

a) impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du accord-cadre public initial ;

b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur ;

- par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le montant des modifications prévues ne doit pas dépasser 50 % du montant du accord-cadre initial (art. R2194-3), tenant compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

## 10. Sous-traitance

Le recours à la sous-traitance pour une partie des prestations peut être envisagé, à condition que d'une part les candidats indiquent dans leur offre la part du marché

et le détail des prestations qu'ils envisagent de sous-traiter (article R2151-13 du Code de la commande publique), d'autre part que le sous-traitant réponde aux mêmes exigences que le candidat, quant aux conditions d'examen des candidatures indiquées dans le Règlement de consultation.

## **11. Unité monétaire**

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).

## **12. Conditions financières**

### **12.1 Prix**

Le titulaire facture l'ensemble des coûts directs salariaux et patronaux liés à l'utilisation des intérimaires, ainsi que les éléments annexes (tickets restaurant notamment).

Il applique un coefficient de facturation, pour chaque catégorie d'heure (normales, supplémentaires normales, supplémentaires de nuit ou supplémentaires de dimanche et jours fériés), en fonction du taux horaire brut indiqué dans le contrat d'intérim.

Le coefficient de facturation ne s'applique pas aux frais de mission, à la part patronale des tickets restaurants, ni, si les conditions d'éligibilité sont remplies, au forfait mobilités durables.

Le taux de la valeur ajoutée et celui des autres taxes doivent être indiqués dans l'acte d'engagement et le bordereau de prix.

Le prix comprend :

- Le prix net hors TVA de la prestation ;
- Toutes les taxes fiscales, frais de toute nature éventuels, notamment ceux résultant de l'étude de marché, la frappe, la constitution de dossiers, etc. Ces frais ne peuvent donner lieu à aucune facturation complémentaire.

Les candidats certifieront avoir établi leurs prix conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'établissement de l'offre.

Les prix doivent comporter obligatoirement deux décimales. Ils comprennent le prix de la fourniture et tous les frais connexes (transport, hébergement, restauration...), ceux tenant à la gestion des contrats, des tableaux de bord, la facturation, des points de suivi avec l'IFCE...

### **12.2 Révision annuelle**

Les coefficients de facturation sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. Ils sont révisables à l'issue de la première année. La révision du bordereau de prix est applicable annuellement à la date d'anniversaire du contrat, soit au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année de reconduction.

#### Choix de l'indice de référence :

Indice 010766599 (I) - Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 78.20 – Services des agences de travail temporaire.

Les index sont publiés sur le site de l'INSEE.

#### Formule de révision des prix :

Les coefficients de facturation sont révisables par application du coefficient donné par la formule :

$$P_n = P_0 * [0,30 + 0,70 (I_n/I_0)]$$

Dans laquelle :

$P_n$  = prix après révision

$P_0$  = prix initial du marché au mois  $m_0$  (prix initial ou révisé antérieurement)

$I_n$  = valeur de l'indice "I" connu à la date de la révision (définitif)

$I_0$  = valeur de l'indice "I" au mois  $m_0$  (prix initial ou révisé antérieurement)

#### Modalités d'application :

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

La révision des coefficients de rémunération est calculée et proposée par le titulaire deux mois avant sa date d'application, par transmission à l'IFCE d'un nouveau bordereau de prix révisé et du détail des modalités de calcul.

### **12.3 Révision hors périodicité annuelle**

La révision en cours d'année est possible uniquement dans le cas de changement de législation ou de réglementation ayant un impact sur les cotisations sociales ou les allègements sociaux.

Dans ce cas, le titulaire transmettra à l'IFCE d'un nouveau bordereau de prix révisé et le détail des modalités de calcul.

### **12.4 Délai global de paiement**

Chaque facture est payable à trente (30) jours date de réception de facture.

En cas de dépassement de ce délai, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par les articles L2192-12 à 14 et R3133-25 du Code de la Commande publique. Le taux des intérêts moratoires est stipulé à l'article R2192-31 et suivants du Code de la Commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

### **12.5 Modalités de paiement**

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire par le biais d'un mandat administratif (virement).

## 12.6 Facturation

La facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier avec son adresse ;
- Le numéro de SIRET et de TVA intracommunautaire ;
- Le montant des prestations admises hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le montant total TVA incluse ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La typologie de la prestation ;
- La date de la facturation et le numéro de facture.

Le Titulaire utilisera Chorus Pro pour transmettre sa facturation de façon dématérialisée ainsi que la fiche d'exécution mensuelle ou toute autre pièce expressément demandée. Il lui sera adressé à chaque première commande le N° SIRET de l'établissement, ainsi que le N° d'engagement juridique. Il n'y a pas de code de service à renseigner.

Une facture sera établie mensuellement pour chaque service utilisateur, selon les indications précisées dans la commande.

## 12.7 Réfaction

La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Ainsi, l'IFCE est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du titulaire.

Cette réduction est appréciée au cas par cas. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire ait pu présenter ses éventuelles observations sur la décision, pour lesquelles le titulaire dispose de quinze (15) jours de délai à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, l'IFCE fait connaître au titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir sa décision de réfaction, dans le même délai de quinze (15) jours.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ces étapes, l'IFCE se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, et de résilier le marché pour défaillance du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées aux frais et risques. Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à l'entière charge du Titulaire.

## 13. Cession ou nantissement de créance

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.



Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du titulaire.

## **14. Assurances**

Le titulaire contracte et maintient, à ses frais, pendant toute la durée de ses obligations contractuelles et/ou légales, un contrat d'assurance de responsabilité civile et professionnelle couvrant l'ensemble des activités du marché et garantissant sa responsabilité à l'égard de l'IFCE et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'ensemble des garanties prennent effet à compter de la notification du marché. Sur simple demande de l'IFCE, le titulaire fournit tout justificatif permettant de s'assurer du paiement des primes d'assurances exigibles.

Le titulaire produit les attestations d'assurance en cours de validité dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de leur demande.

## **15. Pénalités de retard**

En cas de non-respect des délais contractuels du fait du prestataire et par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt sans mise en demeure des pénalités de retard, fixées à 100 € par jour calendaire de retard.

Dans tous les cas, le montant total des pénalités sera plafonné à 20% de la facture mensuelle.

Il est fait application des CCAG-FCS pour les natures et les modalités de calcul des pénalités.

## **16. Litiges**

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des fournisseurs étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis par le titulaire au Directeur Général de l'Institut français du cheval et de l'équitation, 170, Avenue du Cadre Noir 49400 Saumur. Afin de sauvegarder les droits par voie juridictionnelle, il est nécessaire que le recours soit introduit avant le délai de deux mois.

## **17. Exécution aux frais et risques du titulaire**

L'IFCE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation pour faute (cas notamment énoncé à l'article « Résiliation de l'accord-cadre »).

Si l'IFCE ne peut se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents contractuels, il

y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché initial et résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il fournit néanmoins toutes les informations et tous les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'IFCE.

## **18. Résiliation de l'accord-cadre**

Outre les cas de résiliation décrits au CCAG-FCS (articles 39 à 42), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire, notamment si les fournitures et prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations de l'accord-cadre (niveau de service, délais...) et dans les cas autres prévus au CCAG-FCS.

## **19. Décompte de résiliation**

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'IFCE et notifié au titulaire au plus tard dans un délai de quatre mois après la date d'effet de la décision de résiliation.

## **20. Passation entre ancien et nouveau titulaire**

En cas de changement de titulaire, les données des contrats en cours ou à établir sont récupérées par l'IFCE auprès de l'Agence d'intérim sortante et/ou auprès des intérimaires et transmises sous forme de liste (fichier Excel) au nouveau titulaire. Les données ne sont pas transférées directement de l'entreprise sortante vers l'entreprise nouvellement titulaire, elles sont confiées à l'IFCE, qui se charge de cette collecte, dans le respect du RGPD.

## **21. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat**

### **21.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (*le « règlement européen sur la protection des données »*).

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Le candidat s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la consultation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement désigné par l'IFCE dans le cadre du marché. Si le candidat considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le candidat est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire fera signer la charte informatique de l'IFCE à tout intervenant ; cette signature permettra l'ouverture de droits d'accès individualisés au SI de l'IFCE.

L'IFCE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Les développements doivent respecter les directives de l'Etat sur les politiques de sécurité des systèmes d'information :

<https://www.ssi.gouv.fr/guide/pssi-guide-delaboration-de-politiques-de-securite-des-systemes-dinformation/>

## 21.2 Conformité RGAA

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général

d'Accessibilité pour les Administrations :

<https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/>

### **21.3 Conformité RGI**

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Interopérabilité de l'Etat :

<https://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

## **22. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale**

Les prestataires préciseront dans leur offre les démarches qu'ils entreprennent de nature à limiter l'impact de leurs prestations sur l'environnement et comment leur entreprise prend en considération les préoccupations sociales de ses activités dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché.

### **Responsabilité sociétale**

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer un progrès social dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché. L'IFCE accueillera favorablement les propositions faites dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché en matière d'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté et éloignées du marché de l'emploi, de formation des employés, y compris les employés les moins qualifiés, de lutte contre la précarité professionnelle, de lutte contre la discrimination.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve, leur démarche en terme de :

- engagement dans la formation de leurs employés, et notamment des employés les moins qualifiés, dans le cadre de l'exécution des prestations,
- politique interne de lutte contre la précarité professionnelle : faible turn-over, faibles temps partiels, favoriser les contrats en CDI, temps de travail équilibré,
- protection sociale du personnel et politique de promotion du dialogue social interne,
- politique d'égalité et de diversité : représentation équilibrée des femmes et des hommes (rémunération égale, équilibre vie privée/ vie professionnelle, etc.), politique en faveur de la diversité, lutte contre les diverses formes de discrimination, etc.

### **Responsabilité environnementale**

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve (attestations, labels, ...), leur démarche interne de réduction des impacts sur l'environnement :

- les pratiques alternatives à l'emploi de produits phytosanitaires permettant l'entretien décrit ci-dessus,
- tri sélectif et collecte sélective des déchets, recours à un prestataire pour assurer la valorisation des déchets, etc.,
- réduction de la consommation énergétique, de la consommation de papier et autres produits,
- recours à la dématérialisation,
- réduction autant que possible, et dans la limite des exigences du cahier des charges, des déplacements des équipes dans le cadre des prestations objet du présent marché, en favorisant la visio-conférence et l'usage de moyens de transports peu polluants.

### **Entreprises soumises à la directive CSRD (grandes entreprises)**

Elles fourniront un reporting extra-financier portant sur les données ESG (Environnementaux, Sociaux et Gouvernance) :

- ✓ facteurs environnementaux : atténuation et adaptation au changement climatique, biodiversité, utilisation des ressources... ;
- ✓ facteurs sociaux : égalité des chances, conditions de travail et respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... ;
- ✓ facteurs de gouvernance : rôle des organes d'administration, activités de lobbying, gestion des relations avec les partenaires commerciaux...

Les informations communiquées par l'entreprise doivent être certifiées par un commissaire aux comptes ou par un organisme tiers indépendant accrédité.

## **23. Confidentialité**

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication à titre confidentiel des renseignements, documents, ou objets quelconques est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent pas, sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le personnel du titulaire est astreint aux mêmes règles de discrétion que le personnel de l'établissement public l'Institut français du cheval et de l'équitation.

Le soumissionnaire s'engage à ne pas divulguer les informations concernant l'Institut français du cheval et de l'équitation, qu'il a obtenues par l'intermédiaire de ce dossier de consultation.

## **24. Attribution de juridiction**

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Ile-Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex. Tél 02 40 99 46 00 – Fax 02 40 99 46 58 – greffe-

ta.nantes@juradm.fr

## **25. Dérogations aux CCAG-FCS**

L'article 6 relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 12.1 relatif aux prix déroge à l'article 10 du CCAG-FCS.

L'article 15 relatif aux pénalités de retard déroge en partie à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 18 relatif à la résiliation déroge aux articles 38 à 42 du CCAG-FCS.